



Ensemble et dans l'unité pour des revendications offensives et une ambition culturelle réaffirmée

Nos organisations syndicales CFTC, CGT, FSU et UNSA du ministère de la Culture se sont réunies le 9 septembre pour mettre en commun leurs analyses et pour porter au mieux ensemble les revendications élaborées avec les personnels.

Nous renouvelons notre engagement sans faille pour que la protection de la santé des agents par la voie de mesures ministérielles facilitant l'accès le plus large à la vaccination reste une priorité. Nous restons également très vigilants quant aux conséquences potentiellement graves de l'obligation de présenter le passe sanitaire, et notamment s'agissant de toute sanction pouvant entraîner des pertes de salaires pour les agents.

Nous partageons le constat d'un ministère de la Culture très abîmé par les réorganisations technocratiques à n'en plus finir, les suppressions d'emplois en continu, le manque de moyens pour les services et établissements, la déconstruction inquiétante des collectifs de travail, et la très grande difficulté à animer les réseaux essentiels à la vitalité des politiques culturelles. Le renouvellement de ces politiques et leur adaptation aux nouveaux enjeux restent lettre morte et/ou manque cruellement d'une ambition politique forte et assumée.

La crise sanitaire a mis au grand jour des fragilités structurelles dans les établissements publics sous tutelle qui mettent en danger les capacités opérationnelles de ces derniers. La pauvreté et la médiocrité récurrentes des politiques de valorisation des carrières des agents et des parcours professionnels, la précarité endémique, les disparités entre les droits des agents et les multiples ruptures d'égalité de traitement sont un fléau qui nuit considérablement à la bonne marche du ministère.

Ces maux persistants menacent l'attractivité du ministère, la cohésion des équipes mais aussi la valorisation du travail et le bien-être des travailleurs. Dans ce contexte, les politiques culturelles sont illisibles pour nos concitoyens, très souvent inaccessibles, parfois discriminantes et au total impuissantes à agir contre les fractures sociales et culturelles, et pour l'émancipation et la transformation sociale.

Nos organisations partagent l'ambition d'une politique culturelle au service de la société, sans exclusive, des créateurs et des artistes. La place et le rôle du service public culturel doivent être renforcés. Si la culture est essentielle c'est parce qu'elle est indispensable à la résorption des inégalités et à la construction démocratique du vivre ensemble.

Dans l'unité, contre toute forme de fatalisme, nos organisations s'unissent pour les personnels, leur travail et leurs missions et l'amélioration de leurs conditions de travail. Alors que le ministère est aujourd'hui fortement morcelé, faire ministère exige des efforts appuyés et concertés.

C'est pourquoi, elles exhortent Roselyne Bachelot-Narquin à initier une nouvelle dynamique en donnant aux services et établissements qui constituent notre réseau national les impulsions et les moyens nécessaires.

Le renouvellement des politiques culturelles passe aussi de toute évidence par le réseau des DRAC et une interaction de tous les instants avec celui-ci. Il y va notamment de l'appui et de la collaboration incontournable avec les collectivités territoriales et de l'efficacité de notre expertise partagée.

Nos organisations appellent en outre à des règles communes et justes en lieu et place des disparités, voire des inégalités, qui fragilisent les droits et les ressources de tous les agents. Elles vont prendre l'attache de la ministre pour exiger un règlement par le haut de la situation des enseignants contractuels soumis à une précarité indigne du ministère.

A l'approche des annonces budgétaires pour 2022, elles formulent les exigences suivantes :

- Pour une revalorisation rapide des salaires des agents titulaires comme des contractuels, à commencer par la revalorisation du cadre de gestion Albanel, qui date de 2009 et sur la base du principe « à travail égal, salaire égal » ;
- Pour l'ouverture rapide de concours dotés de postes en nombre suffisant et d'un plan de résorption de la précarité ;
- Pour l'ouverture immédiate d'une négociation au niveau ministériel sur le télétravail ;
- Pour un exercice de la tutelle fondé sur la coopération, le partage d'expérience et d'expertise, et le respect des règles de droit des agents ;
- Pour la construction de modèles économiques des établissements permettant de garantir leurs missions de service public, leurs emplois et la justice sociale ;
- Pour une ambition culturelle au service de tous et de la transformation sociale ;
- Pour une démocratie sociale vivante prenant en compte la participation des agents à la reconstruction des collectifs du travail et des politiques culturelles, à leurs droits et à ceux de leurs représentants ;

Conscientes du poids de l'inertie et du refus injustifiable des autorités politiques ministérielles de discuter de décisions et mesures pourtant urgentes et essentielles au devenir du ministère et des agents qui le servent, nos organisations vont s'appliquer dans les semaines qui viennent à trouver les voies et moyens les plus favorables à la satisfaction de vos revendications.

L'engagement des personnels et l'urgence sociale nécessitent des réponses concrètes de Roselyne Bachelot-Narquin et enfin à la hauteur de la situation

Paris, le 17 septembre 2021